

Avis n° 03-232 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 6 février 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002171 relative à la commercialisation de l'offre " Préférence Entreprise "

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue le 12 décembre 2002 ;

Vu les informations complémentaires fournies par France Télécom, reçues le 13 janvier 2003 ;

Après en avoir délibéré le 6 février 2003,

I. Objet de la décision tarifaire

Par cette décision tarifaire, France Télécom vise à créer l'offre " Préférence Entreprise ".

Cette option s'adresse aux clients multisites titulaires d'un abonnement aux contrats " Professionnel Présence " ou " Professionnel Numéris ". Elle est disponible en France métropolitaine.

Le client qui souscrit à cette offre bénéficie, moyennant le paiement de frais d'accès au service et un abonnement gratuit, de tarifs spécifiques sur les communications échangées entre sites désignés de l'entreprise. Une réduction de 20 % peut alors être appliquée sur ce type de communications par rapport aux tarifs des communications ordinaires ou à ceux des communications passées dans le cadre de l'option " Tarif équilibre ".

L'assiette des communications concernées par cette offre est donc composée des communications locales, interurbaines et internationales.

L'offre " Préférence Entreprise " est compatible avec les offres tarifaires " Avantage Volume Local " et " Avantage Volume Longue Distance ". La liste exhaustive de ces offres, précisée par France Télécom, est la suivante :

- Avantage Volume Local V2 ;
- Avantage Volume Longue Distance V2 ;
- Avantage Volume Longue Distance V3 ;
- Avantage Volume Equilibre Longue Distance.

II. Analyse de l'Autorité

L'Autorité a examiné l'incidence que peuvent avoir les dispositions prévues dans la présente décision tarifaire sur le contexte concurrentiel du marché considéré.

L'offre " Préférence Entreprise " est compatible avec des options tarifaires de la gamme " Avantage Volume " de France Télécom.

L'Autorité a procédé à une évaluation de l'effet des réductions cumulées découlant de la combinaison de ces deux catégories d'offres. Cette évaluation tient compte des remises suivantes :

- " réseau ", c'est-à-dire fonction du chiffre d'affaires bimestriel total de l'entreprise pour le type de communications considéré, au titre des options de la gamme Avantage Volume ;
- " site ", c'est-à-dire fonction du chiffre d'affaires bimestriel d'un site particulier lorsque cette option existe dans l'offre Avantage Volume ;
- pour le trafic entre sites désignés de l'entreprise, au titre de l'option " Préférence Entreprise ", ci-après dénommée " trafic interne " par analogie avec les offres " Atout RPV ".

De plus, dans le cadre de l'offre Avantage Volume Equilibre, l'Autorité tient compte également du fait que le Tarif Equilibre génère en moyenne des revenus différents du tarif de base des contrats professionnels.

L'Autorité a comparé les remises cumulées ainsi obtenues aux taux de réduction maximaux qu'elle estime possible d'accorder à France Télécom sans risquer de générer un effet de ciseau tarifaire à l'égard d'opérateurs tiers.

Compte tenu de la progressivité des remises que supposent les options tarifaires de la gamme " Avantage Volume ", les taux de réductions admissibles ont été calculés, dans un premier temps, pour des " petits sites " d'entreprises clientes, dont la collecte de trafic suppose pour un opérateur alternatif le recours à une prestation d'interconnexion de France Télécom et pour des " grands sites ", dont le volume de trafic justifie une collecte par raccordement direct. Dans un deuxième temps, pour tenir de la diversité des offres de France Télécom et de la diversité des clients potentiels, l'Autorité a évalué les effets de ces offres sur plusieurs clients qui lui semblaient représentatifs. En particulier, elle a analysé la situation :

- d'un très grand client, c'est-à-dire qui bénéficie du taux maximum de remise *réseau*, avec un trafic collecté à la fois sur des petits sites et sur des grands sites ;
- afin de mesurer l'effet des remises *site*, d'un client qui bénéficierait de ces offres pour un nombre limité de grands sites, les autres sites de l'entreprise pouvant être couverts par d'autres offres de France Télécom ou d'opérateurs tiers ;
- afin de mesurer l'effet de l'abaissement des seuils permettant d'obtenir des remises *site*, d'un client qui bénéficieraient de l'offre pour plusieurs sites collectés via l'offre d'interconnexion de France Télécom.

Concernant les options portant sur le trafic local

Compte-tenu des hypothèses qu'elle a retenues, l'Autorité considère que les réductions cumulées découlant de la combinaison de l'offre " Préférence Entreprise " et de l'option tarifaire " Avantage Volume Local V2 " ne pose pas de problème d'effet de ciseau tarifaire.

Concernant les options portant sur le trafic de longue distance

Les taux maximaux que l'Autorité considère pouvoir admettre sans qu'ils génèrent un effet de ciseau tarifaire sur le trafic interurbain (de voisinage et de longue distance national) ont été distingués selon qu'ils sont applicables aux tarifs de base du catalogue des prix de France Télécom ou aux tarifs de l'option " Tarif Equilibre ".

Les taux de réduction maximaux applicables aux tarifs de base sont les suivants :

- 49 % pour le trafic issu des " petits sites ",
- 54 % pour le trafic issu des " grands sites ".

Les taux de réduction maximaux applicables aux tarifs de l'offre " Tarif Equilibre " sont les suivants :

- 46 % pour le trafic issu des " petits sites ",
- 52 % pour le trafic issu des " grands sites ".

Au terme de son analyse l'Autorité constate que, compte tenu des hypothèses qu'elle a retenues, la compatibilité de l'offre " Préférence Entreprise " avec certaines assiettes de réduction des options " Avantage Volume Longue Distance V3 " ou " Avantage Volume Equilibre Longue Distance " génère des risques d'effet de ciseau tarifaire.

Dans ces conditions l'Autorité émet un avis défavorable sur la décision tarifaire n° 2002171 de France Télécom. Elle est toutefois disposée à examiner favorablement toute nouvelle proposition de France Télécom portant sur l'offre " Préférence Entreprise " qui ne comporterait pas de risque d'effet de ciseau tarifaire vis à vis d'opérateurs tiers.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 février 2003

Le Président

Paul Champsaur